

[Cette affiche est apparue dans les rues de Besançon début février 2015 alors qu'une pétition lancée par des comités de citoyens circule depuis plusieurs semaines contre cette nouvelle hausse de prix et la dégradation générale des services des transports (péri)urbains depuis l'arrivée du tramway. Il ne sera pas question ici de faire pression sur ceux qui administrent nos vies pour un "service de meilleure qualité" ou "la gratuité des transports", car ce serait s'en remettre à la délégation et au pouvoir. D'autant plus que derrière la mise en circulation du tramway en septembre dernier, ce même pouvoir transforme petit à petit cette ville en prison à ciel ouvert et en centre d'attraction pour riches et touristes. Optons plutôt pour l'auto-organisation et l'action directe contre tous les promoteurs de ces projets nauséabonds].

Raquer pour se déplacer dans cette ville-prison ? Y'a pas moyen !

Au 1er janvier 2015, les tarifs des lignes urbaines de transport GINKO, exploitées par Besançon Mobilités (filiale de TRANSDEV) ont augmenté de 10%, faisant passer le ticket «1 aller» de 1,30 à 1,40 euros.

Parallèlement à cette énième hausse, l'entreprise a lancé une campagne contre la fraude, multipliant affichages et annonces sonores aux stations et à l'intérieur des trams. Pour les bus, la direction peut compter sur ses chauffeurs qui obéissent aux doigts et à l'oeil à ses ordres, soit en empêchant l'accès, soit en appelant directement les contrôleurs. Bientôt, les policiers municipaux viendront s'ajouter aux contrôleurs, en patrouillant dans les bus et les trams.

Pourquoi refuser de payer ?

- Parce qu'on n'a pas à payer pour se déplacer !

- Parce que subvenir à nos besoins vitaux (manger, se loger, s'habiller...) nous coûtent déjà bien assez cher !

- Parce que Besançon Mobilités peut retracer dans le détail nos déplacements, étant donné qu'une puce est désormais placée à l'intérieur des cartes d'abonnement nominatives !

- Parce que la mise en circulation du tramway a permis au pouvoir de bâtir petit à petit une ville-prison, mais également de chasser les pauvres du centre-ville. La restructuration urbaine qu'a "nécessité" le chantier du tram a d'une part permis de faciliter le travail aux agents de la répression : intensification de l'éclairage de l'espace urbain; destruction des zones franches, surveillance accrue du fait de l'omniprésence des caméras aux abords du tracé... D'autre part, cela a été un bon prétexte pour embourgeoiser le centre-ville, notamment du fait de l'augmentation

des loyers situés à proximité, de l'expulsion des populations indésirables à ce monde de fric par le biais de l'installation de mobilier urbain anti-squat et de la prolifération de magasins et restos chics, ainsi que des logements haute-gamme en construction: pour exemple, rien que sur l'avenue fontaine argent – qui est entièrement desservie par le tram – sont prévus l'immeuble luxueux "Dôme Impérial", géré par le promoteur immobilier SEGER (le bureau de ventes est situé en face au n°19; l'agence au 2, rue Larmet) et le "Domaine St-Vincent" (entre le n°23 de l'avenue et la rue Chopard) qui est construit et géré par le groupe DE GIORGI (on peut le trouver au 128, rue de Belfort)

Esquiver la répression et/ou y répondre...

Depuis la rentrée 2014, "Infos controles – Ginko Besançon" permet de localiser en temps réel les contrôleurs lorsque l'on se déplace dans les transports. Le seul souci, c'est qu'il faut avoir un portable connecté à internet et un compte facebook, mais si vous en avez un, n'hésitez pas à rejoindre le groupe !

Les contrôleurs sont identifiables de par leurs tenues et se déplacent dans un véhicule blanc de type berlingo floqué du sigle "Ginko". Les reconnaître et les signaler quand ils pointent leurs sales tronches, c'est se donner des armes pour résister !

Les distributeurs de tickets, présents à chaque arrêt de tram, restent vulnérables face à notre imagination... Avec de la colle, de la mousse expansive, de la peinture... Ou toute substance qui pourrait enrayer l'économie de cette entreprise et la contraindre momentanément à la gratuité.

Séditions

Mars 2015

Définition: Révoltes concertées contre l'autorité publique. synonyme d'attentats, complots, insurrections, émeutes, agitations

JOURNAL ANARCHISTE APÉRIODIQUE
DE BESANÇON ET DE SES ENVIRONS

n°1

seditions@riseup.net



EDITO

Le journal 'Séditions' part avec l'idée de renouer avec l'agitation urbaine dans une perspective anarchiste. Il n'a pas vocation à promouvoir une quelconque organisation, qu'elle soit formelle ou informelle, fusse-t-elle anarchiste. Il ne rentre pas non plus dans la démarche qui consiste à créer des alternatives au sein d'un monde qui nous écrase sous son autorité. Nous luttons pour la liberté totale de tous les individus et donc en dehors du champ de la politique; nous ne cherchons pas à rendre ce système de fric et d'autorité plus juste.

La ville change. Promoteurs immobiliers, entreprises du BTP, architectes et mairie investissent les quartiers dans l'intérêt des riches et de l'Etat.

Le besoin se faisait ressentir de mettre au centre des discussions les restructurations de l'Etat et du capitalisme qui, jour après jour, modifient notre environnement, nos lieux de vie et d'errance, nos trajets quotidiens en déployant sans cesse plus de moyens de contrôle et de surveillance sur chacun d'entre nous, tout en cherchant à diviser les exploités et dominés en catégories et à les monter les uns contre les autres (communautarismes religieux; ethniques, patriotisme...)

Cette publication propose d'apporter des textes et des critiques pour passer à l'action contre cette ville qui est en phase de devenir une gigantesque prison à ciel ouvert.

Pour contribuer au journal, envoyer un article, une brève : seditions@riseup.net

A l'assaut du vieux monde

● "Chef, chef, y'a plus d'lumière, Qu'est-ce qu'on fait?"

Depuis décembre dernier, le quartier des "408" est régulièrement plongé dans le noir à la nuit tombée. L'armoire électrique du secteur est sabotée par les flammes. En plus du fait de mettre hors-service les caméras de surveillance (qui sont continuellement prises pour cible), ceci a l'avantage de compliquer l'intervention des flics (qui sont régulièrement attaqués à coups de pierres et de boules de pétanque (1er mars 2015). Un bon moyen d'riposter dans une moindre mesure à la violence qu'ils exercent quotidiennement au service de l'Etat !

● Planoise: vengeance pour Amine !

Dans la nuit des 16 et 20 février, des petits groupes mobiles ont entre autre incendié un bus à touristes, un véhicule utilitaire d'une entreprise et ciblé une école (qui forme des citoyens dociles pour la domination). Dans la semaine, des jeunes se sont regroupés, et ce malgré le quadrillage du quartier par les CRS, envoyés en renfort. Comme souvent, la presse locale aux ordres du pouvoir a tu le fait que cette rage incendiaire soit liée à l'implication des flics de la BAC dans l'accident d'un jeune, Amine, qui circulait en scooter dimanche 15 février (et qui a été hospitalisé dans un état critique). Solidarité avec les 4 émeutiers arrêtés !

La suite au verso

SMCI Pierre&Vie* : un acteur principal de la gentrification à Besançon:

Comme il se présente sur son site, SMCI a "le sens des valeurs", et pas n'importe lesquelles....Plus précisément, le groupe immobilier affirme sa "passion pour l'immobilier de prestige" en vendant des logements luxueux - neufs et rénovés, gérant des locations en Bourgogne, à Lyon mais surtout à Besançon. Avec huit projets immobiliers (pour la plupart terminés), SMCI participe fortement à l'embourgeoisement de Besançon et des quartiers jadis populaires.

- La Résidence "Le Clos Chapelaine" (rénovation), construite au 6, rue de la Madeleine dans le quartier Battant, a été dessinée par le cabinet d'architecte Lefranc,

- La Résidence "Doubs Regards" (rénovée), située quai Veil Picard (qui a été entièrement aménagé pour la construction du tramway), propose cinq grands logements de luxe.

- La "Villa Scala": sept grands logements de luxe sur les hauteurs de Bregille dotés de terrasses avec vue sur la citadelle. Tout est conçu pour les riches, avec portes blindées et vidéophones à l'entrée. L'architecte du projet est Joël Laffly, déjà mis à contribution pour les logements des "Passages Pasteur"**. Ses bureaux sont situés au 24 rue Bersot à Besançon.

- "L'Hôtel Terrier de Santans" (rénovation), situé au 68, Grande Rue, est conçu par le cabinet d'architecte ART&Associés (15, rue Gambetta à Besançon): ce luxueux bâtiment comprend treize logements de 50 à 120 m² environ.

smci
ÉDITEUR IMMOBILIER

- Le « Cours St-Amour » (neuf), situé 8 rue Proudhon, a également été dessiné par l'architecte Lefranc. Il est équipée de trois petits immeubles proposant 30 logements, du T1bis au T5 avec balcons, terrasses, ascenseurs, stationnements privatifs. Il est actuellement en cours de finition mais allez y jeter un oeil (ou autre chose...).

Par ailleurs, SMCI commercialise aussi dans le secteur tertiaire: "le parc de l'Horloge", conçu par l'architecte Lefranc (encore lui) sur l'ancien site Fralsen-Kelton (Boulevard Kennedy / Rue Albert Thomas) est destiné à accueillir des bureaux d'entreprises des commerces sur près de 38000 mètres carré et 5 Ha de terrain.



Notes:

*Filiale du groupe FJ Investissement (25, rue Proudhon), qui regroupe SMCI / Pierre&Vie (12, rue Gambetta), le site « d'infos » macommune.info, 'Espace&Sport' (location de salles de sport)

** Le plus gros projet d'aménagement capitaliste à Besançon de ces dernières années: un centre commercial au rez-de-chaussée, des logements de luxe et des parkings privatifs au sous-sol, construits par l'entreprise Eiffage (et depuis peu c'est l'Agence Vauban qui assure la la gestion des ventes. Laffly a dessiné les appartements avec Michel Morel, qui a ses bureaux au 6C boulevard Diderot à Besançon (tél: 03.81.47.14.24)

A l'assaut du vieux monde

● Chuut !

Début novembre 2014, plusieurs entreprises ont eu une mauvaise surprise au petit matin. Dans la nuit du 7 au 8 novembre, pas moins d'une vingtaine de vélos libre-service de la société Decaux étaient rendus inutilisables, tandis que les 4 pneus d'un véhicule utilitaire de la mairie se sont dégonflés. Même sort pour un utilitaire d'EDF. Un communiqué publié

sur indymedia nantes revendique ces sabotages contre JC Decaux qui exploite les prisonniers pour réparer ses vélos et contre la mairie qui l'engraisse, EDF parce que l'entreprise collabore à la société nucléaire qui empoisonne nos vies. La revendication se termine par "Que crève l'Etat et le capitalisme" Bien dit !

QUI SE TROUVE DERRIERE LA VIDEO-SURVEILLANCE ?

Au-delà des contributeurs les plus visibles à la vidéosurveillance que sont la mairie [1] et ses différents agents (policiers municipaux qui guettent derrière les écrans du centre de supervision, ainsi que les agents de la voirie qui l'installent), d'autres collaborateurs moins connus sont bien présents pour faire fonctionner à merveille ces outils de contrôle et de surveillance.

L'entreprise qui a fourni les caméras à la mairie de Besançon se nomme Sur&Tis (suretis.com): créée en octobre 2001 par le flic Eric Chalumeau (commissaire divisionnaire

sur&Tis
technologies ingénierie services

honoraire de la police nationale et auparavant directeur des études et de l'ingénierie de l'institut des hautes études de sécurité intérieure - IHESI devenu INHESI, président actuel; Nicolas Gleizal en est le directeur général). Outre leur sale travail dans la surveillance de l'espace public, elle vient en aide aux bailleurs sociaux pour fliquer les habitants.

En France, elle a deux adresses distinctes et est repérable par son logo:

50, avenue du président Wilson
Bâtiment 141,
BP 10 153
93 214 Saint-Denis La Plaine Cedex
Tél : 01-84-17-38-60
Fax : 01-84-17-68-03

Bureau Sud
17, boulevard Champfleury
84 000 Avignon
Tél : 04-84-51-01-49

Par ailleurs, l'entreprise qui se charge de la transmission des images vidéo de chaque caméra jusqu'au centre de supervision centrale est CEGELEC. Filiale du groupe VINCI (facilities), elle est spécialisée dans l'ingénierie technique et fournit des services technologiques aussi bien aux entreprises privées qu'aux collectivités. Présente dans plus de 30 pays (dont l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, l'Espagne, l'Autriche, l'Algérie, le Maroc, le Cameroun ou encore le Brésil), elle se présente comme étant "à la pointe des technologies", et s'enrichit en intervenant dans la production d'énergie

(Centrales nucléaires, hydrauliques et thermiques, Energies Renouvelables), les transports (publics, routiers, ferroviaires, tunnels, aéroports, portuaires...), les télécommunications, l'information et l'aide à l'exploitation, le traitement de l'eau et des déchets, mais aussi et surtout la sécurité, la Défense et la Marine.

Cegelec

Solutions & Services

Le siège international est établi avenue Louise, 489 à Bruxelles en Belgique. En France, le siège social est situé au 10, Avenue du Stade de France à Saint-Denis (93). Mais CEGELEC ne limite pas son implantation aux grandes villes et à leurs périphéries. Elle possède des agences partout en France dans plus de 25 endroits différents, et certainement aussi à côté de chez toi: <http://www.cegelec.fr/fr/presentation/nos-implantations/europe/france/france/>

En Franche-Comté, elle a des locaux à Etupes (25460) au 685 Rue Armand Japy. Au même titre que l'entreprise SPIE [2], CEGELEC collabore au flicage de la population, se fait des profits en produisant des énergies tout aussi nuisibles et mortifères les unes que les autres, participe à la mise en place des canaux de communication et d'échange nécessaires au fonctionnement quotidien du capitalisme et de l'Etat. Mais ces collabos ne sont pas des entités abstraites: ils se trouvent aux coins de la rue, avec des véhicules de différentes tailles floqués de leurs logos, des agences et filiales partout sur le territoire...

Note:

[1] Danièle Poissenot, chargée à la "tranquillité publique", a annoncé dernièrement que le dispositif de caméras de surveillance va s'accroître partout dans les années à venir.
[2] 'SPIE: un collabo tout terrain' publié dans le journal 'Lucioles' n°19: <https://lucioles.noblogs.org/post/2014/10/05/spie-portrait-dun-collabo-tout-terrain/>